



DIRCOFI SUD EST

Marseille, le 23 novembre 2010

Monsieur le Président,

C'est à la demande des représentants de l'UNION SNUI SUD Trésor SOLIDAIRES que ce CTP se réunit.

Nous venons de vivre en France un conflit majeur autour de la réforme des retraites et des pensions. Un des slogans des manifestants était :

« pour la France d'en bas, des nouilles encore
pour la France d'en haut, des »

Nous vous laissons le soin de deviner la suite de la contrepèterie.

Cette formule résume admirablement le sentiment d'injustice générale et pose de manière directe la question de la répartition des richesses dans notre pays.

Si Robin des Bois a un jour existé, il n'est plus qu'un lointain souvenir et nos dirigeants s'évertuent à rejouer Robin des Bois à l'envers.

Hélas pour nos dirigeants, les 30 000 suppressions d'emplois de fonctionnaires de 2009 n'ont pas suffi à éponger l'ardoise du bouclier fiscal de la même année (500 Millions d'euro d'économie contre 700 millions pour le bouclier).

Aujourd'hui, certains militent pour la disparition simultanée du bouclier fiscal et de l'ISF, ce qui aurait pour conséquence un nouveau trou de 2,9 milliards dans les finances de l'Etat : combien d'emplois de fonctionnaires modestes faudra-t-il encore supprimer pour redistribuer la manne aux plus nantis des Français ?

En 9 ans, notre direction générale a perdu 20 000 emplois (15% de ses effectifs), et aujourd'hui les missions régaliennes de la DGFIP, « pivot » du pacte social, sont mises à mal, et les artifices statistiques n'y peuvent rien.

Le contrôle fiscal n'y échappe pas, après avoir connu une progression jusqu'en 2006 avec 52 429 opérations de CFE, les chiffres sont depuis en recul (51 615 CFE en 2009). Dans le même temps, la fraude n'a pas régressé mais au contraire s'est densifiée et complexifiée : fraude internationale, fraude informatique (logiciels permissifs).

Les suppressions et les gels d'emplois dans les directions nationales, régionales et départementales impactent directement le contenu et donc le sens de notre mission et ce, de la programmation jusqu'au recouvrement.

Dans son message du 4 novembre dernier M. BAROIN (à qui nous devons tout de même le retour d'une exilée fiscale) déclarait « le contrôle fiscal s'appuie sur le professionnalisme des différents acteurs de la même chaîne ». Force est de constater que le nombre des acteurs étant fortement diminué, c'est le contrôle fiscal lui-même qui est affaibli.

La DGFIP a beau se complaire dans la culture de l'autosatisfaction, elle ne pourra pas toujours éviter d'affronter la réalité.

Le niveau des emplois et les moyens financiers à la DGFIP et à la DIRCOFI SUD EST au cas présent, ne permettent plus l'exercice de la mission et amplifient la dégradation des conditions de travail, la mise en place du projet PERGAM en est un exemple frappant.

Cette démonstration est confirmée, à la suite de la tenue des ateliers DOS, chantre du consensus mou, où les agents ont mis en exergue le défaut de pilotage au niveau interrégional. Les agents attendent des dispositions opérationnelles, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Dans les ateliers les agents ont regretté l'absence de valorisation de la mission de contrôle fiscal et ont souligné l'insuffisante prise en compte, pour la fixation des objectifs, du contexte dans lequel évolue chaque service, et en premier lieu des moyens dont il dispose.

Monsieur le Président, lors du CTP du 27 avril, nous avons déjà dénoncé cet état de fait en vous remettant la pétition signée par la quasi-totalité des vérificateurs

Par ailleurs, lors de l'élaboration du document unique de la DIRCOFI SUD-EST, l'ensemble des vérificateurs avait relevé des risques psycho-sociaux : stress lié à l'obligation de résultat, à la surcharge mentale, aux tâches complexes et à la multiplication des indicateurs de performance.

Le plan de prévention que vous avez soumis au CHS du Vaucluse, et qui sera soumis aux CHS des autres départements, propose des mesures de prévention totalement inappropriées : clarification des objectifs, adaptation des dates de stages, étude avec le médecin de prévention des outils de mesures préventives.

Le CHS du Vaucluse a souligné l'inconsistance des moyens que vous projetez de mettre en œuvre.

En reprenant à votre compte la déclinaison des objectifs nationaux et interrégionaux qui sont reconduits années après années malgré la baisse des moyens, vous faites preuve d'un esprit « godillot » particulièrement marqué.

Vous êtes le premier responsable de la surcharge de travail imposée à vos agents, du stress qui en résulte, et de la dégradation accélérée des conditions de vie au travail.

Le dialogue de gestion est devenu monologue digne de la méthode Coué. L'édématisation des relations hiérarchiques est de plus en plus marquée et déshumanise les relations professionnelles.

Le pilotage des services est de plus en plus verrouillé. L'objectif statistique est devenu primordial, au détriment des aspects qualitatifs et des réalités professionnelles. Pour l'atteindre coûte que coûte, vous refusez de prendre en compte les absences effectives et justifiées des agents (formation, maladie, grève, temps partiel, ACL, décharges diverses) et pour compenser vous prônez une programmation de 25% de VP/VS.

Force est de constater que vous n'avez pas tenu votre engagement, et qu'en outre cette politique dangereuse de vérification au rabais est destructrice de notre mission et dénature le sens même de notre travail.

Si l'on ajoute à cela l'aspect financier, la DGFIP nous contraint à un vrai marché de dupe du type « travailler plus, pour gagner moins ».

En effet, la mise en place de la réforme des retraites entraînera une diminution de notre rémunération nette du fait de l'augmentation des prélèvements et le décrochage des rémunérations A, B et C avec celle des employés supérieurs est devenu aujourd'hui insupportable.

Au niveau de la DIRCOFI SUD-EST, les restrictions budgétaires atteignent cette année un chiffre record. Ces restrictions vous contraignent à repousser les remboursements des frais engagés en novembre et décembre à l'année 2011 (sans aborder le niveau ridicule de leurs taux) et à renoncer à engager des nouvelles opérations de contrôle en Corse depuis cet été.

Monsieur le Président, nous vous demandons d'alerter la direction générale afin qu'elle prenne ses responsabilités face à la dégradation de nos conditions de vie au travail, à la perte de sens de notre mission et aux sanctions financières que nous subissons.